

# L'avenir de la défense européenne à l'ère TRUMP

Le système électoral des Etats-Unis vient de doter le pays d'un président atypique, qui va gérer l'Etat fédéral comme une entreprise, en rentrant notamment dans l'environnement international comme dans un jeu de quille avec les risques mais aussi la nouveauté que cela représente. Qu'en sera-t-il vraiment pour l'Europe et sa défense dont beaucoup pensent que c'est une chance ? Ou faut-il plutôt s'inquiéter ? Les propos sont-ils nouveaux où n'est-ce finalement que leur mise en œuvre ? Quel est l'objectif et pour quoi faire, voire à quelle échéance ?

---

Par François CHARLES – Ancien responsable d'affaires industrielles et de relations internationales dont OTAN à la DGA, Conseil en politique générale, stratégie et management, DESS Défense, Président de l'Institut de Recherche et de Communication sur l'Europe (I.R.C.E.)

---

## Qui est Donald TRUMP ?

Donald Trump (DT) comprend que l'Etat est une organisation comme les autres avec une politique générale qui peut évoluer au fil des événements en tenant compte de certaines réalités. Il faut lui parler comme à un patron, comme devraient en prendre modèle nombre d'élus. Il fonctionne en cohérence avec la traditionnelle et bien connue « politique du carnet de chèques » étasunienne connue à l'OTAN déjà dans les années 90 : Quel est le coût ? Qui paie ? Combien cela rapporte-t-il

pour mon pays ? Ai-je le retour de mon argent ? Il écrit des livres, sait observer, est très « superlatif » et peut annoncer des informations fausses sans les avoir vérifiées, comme l'attentat en Suède. Le protocole l'ennuie, il fait confiance à l'instinct, n'aime pas la réunionite, met en place des membres clés de sa famille. Son profil psychologique navigue entre le 3 et le 8 de l'Ennéagramme ; entre le promoteur et le persévérant de la PCM qui fait avancer les choses tout en cherchant à faire respecter une certaine force et opinion jusqu'à partir en croisade, avec un équilibre entre soit fort et soit parfait et avec une grosse racine empathique qui le transforme en ami universel du moment qu'on l'aime.

Il a la conviction de l'argent, il exprime le rêve américain mais risque de ne pas comprendre certaines dimensions liées à un chef de l'état le plus puissant de la planète. DT semble avoir des racines lointaines écossaises, où il possède quelques golfs, mais également françaises, selon certaines revues. Nous verrons s'il s'en souviendra. Notons que si B. Obama et F. Hollande semblaient être sur la même longueur d'onde, DT voit en la France un pays socialiste en proie au terrorisme et qui ne semble pas se soucier de brader le patrimoine, ce qui lui déplaît énormément.

DT n'est pas politique, ne doit rien au parti Républicain et lui apporte en plus un coup de théâtre positif, bien obligé à suivre le mouvement, comme dans Astérix le

légionnaire. Il sait féliciter ses électeurs qui, rappelons-le, sont composés d'hommes à 53% mais aussi de femmes à 42%, des plus de 45 ans, de protestants à 58% mais aussi de catholiques à 52%, de blancs à 58% ; de diplômés à 49% mais surtout non diplômés 67%. Il parle au peuple comme à ses salariés, comme on l'a vu lors de sa cérémonie d'intronisation en leur redonnant le pouvoir, comme le dit Marine Le Pen, peut être aussi pour l'impliquer et lui demander ses propres solutions afin d'éviter d'avoir tord au cas où... Il ne veut plus payer pour les autres, veut sauvegarder ses propres frontières, moderniser l'outil de production et fabriquer américain. Ses mesures sont expéditives et il fait ce qu'il dit, comme on l'a vu avec les restrictions pour les aéroports, mesures qui avaient déjà été quasi décidées l'an dernier pour les ressortissants européens ayant voyagé dans certains pays à risque. On peut donc imaginer certaines actions dans d'autres domaines comme pour la défense et l'OTAN.

La messe est dite. Sauf qu'il voit bien que ses décisions ne sont pas forcément appliquées et qu'il ne veut surtout pas être accusé d'avoir cassé le lien, ce qui est sa véritable zone d'ombre. Il prend les commandes d'une entreprise avec tout ce qu'il y a dedans mais découvre peu à peu, que pour un état, on ne coupe pas les branches comme ça même si l'on peut tout de même en revoir le format. Quant à son admiration réciproque pour V. Poutine, n'oublions pas que DT est ce que le

chef d'Etat russe déteste le plus dans son pays et réciproquement.

Enfin, DT peut dire tout et son contraire quand on sait qu'il se disait ouvert sur l'accord de Paris pour le changement climatique tout en changeant les cadres de l'agence de l'environnement pour faire marche arrière...Un peu à la Poutine qui négocie et agit totalement à l'envers sur le terrain au même moment ou comme si, comme pour le sujet Ciel Unique en Europe, la négociation reste possible si elle va à sens unique.

### **Qu'en est-il de ses conseillers ?**

Le positionnement des conseillers désignés par DT semblait être, de façon étonnante au moins au début, à l'opposé du discours du président, que ce soit pour la politique étrangère ou de défense. C'était en fait comme s'ils avaient été invités pour leur opposition à B. OBAMA sans vérifier le fond de leur pensée, non forcément prêts à changer leur fusil d'épaule, ce qui confirme bien le profil d'identité avancé plus haut. Peut-être est-ce une stratégie du président ou des intéressés pour valider leur approbation par le Congrès. Il semble désormais que les écarts se réduisent par convergence mutuelle, et ce n'est pas sans apporter un peu de sérénité, en espérant qu'il ne s'agisse pas d'un double jeu, voire d'un double JE.

Le Général Flynn, ancien éphémère conseiller à la sécurité nationale, en phase avec la position française sur la menace islamiste, ne s'affirmait pas être pro-Poutine, mais voulait agir apparemment par la négociation cachée, comme quand il était chargé de révolutionner l'armée de l'ombre américaine pour réduire les réseaux terroristes. Allant en fait dans le sens de l'attitude et de la politique de DT, on pourra se demander les raisons de sa démission sauf s'il ne s'était finalement pas assez caché..

### **Le discours a-t-il réellement changé sur la défense et sur l'OTAN ?**

Le discours a semble-t-il changé sur la politique générale et l'arrêt des décisions d'interventions militaires dans le monde pour de simples raisons de démocratie. Il porte la menace désormais quasiment uniquement sur le terrorisme, ne voulant plus peser comme avant et de tout son poids sur la géopolitique internationale avec le « big stick », en intervenant partout sauf pour continuer à défendre ses intérêts...économiques et pour reconstituer leur forces. DP a-t-il finalement peut-être lu le testament de Pierre Le Grand ? Cela peut aussi expliquer son regard sur V Poutine.

S'agissant de l'OTAN, le discours n'a par contre pas changé sur le fond. Contrairement à l'avis de certaines autorités, il est naturel, de par ses missions, que l'OTAN qui, rappelons-le, est une organisation politico-militaire,

puisse se soucier de lutte contre le terrorisme et les flux migratoires (intervention pdt I.R.C.E. devant les sabres de l'OTAN, repris par A Merkel et V. Erdogan). Rappelons aussi que l'OTAN est cité dans le traité de l'UE et qu'une grande majorité de pays considère que l'UE n'est et ne devait être qu'une organisation économique. L'administration Obama s'était déjà désintéressée de la partie européenne de l'OTAN (voir le grand vide du discours de B.O. pour l'Europe) et avait pensé à un certain sevrage devant le regain de tension en Asie. Elle avait même proposé à la France, sans qu'elle le comprenne, de devenir la nouvelle nation leader européenne de l'OTAN (voir article) par son expérience diplomatique et sa capacité de défense, en lui faisant cette fois à nouveau confiance comme avant la seconde guerre mondiale, alors qu'elle était la plus forte puissance militaire occidentale qui n'a pourtant résisté que trois semaines. Rappelons aussi que le discours ne peut pas fondamentalement changer sauf à considérer que les Etats-Unis pensent désormais pouvoir intervenir moins mais plus fort sans la légitimité des autres nations, plutôt auparavant considérées, comme en Irak et en Libye, comme des « boîtes de petit-pois » que de vrais partenaires.

Par contre le discours a changé sur la forme car DT veut revoir cet outil qu'il considère inefficace, budgétivore et obsolète sans forcément le détruire. Selon l'expression de management, DT a actionné la douce violence

de la planche à secousse tout en sachant bien que la majorité des pays de l'UE est dépendante de l'OTAN. C'est sans doute le moment de créer une gouvernance européenne au sein de l'OTAN, restant vecteur d'intégration et d'incubation, avec le principe de consensus, comme pour le fonctionnement de l'Eurocorps, organisation au service de l'OTAN et de l'UE. Cette gouvernance pourrait aussi demander des comptes aux Etats-Unis car il est possible de s'interroger pourquoi ces derniers cotisent désormais à hauteur de 75 % alors que ce taux était de 55% dans les années 1990. Peut-être aussi devrait-on entre Européens, nous poser la question de la nature et la finalité de ces dépenses et pour quel retour sur investissement. Mais avec cette fois une menace bien réelle de mise en œuvre de certaines décisions. Reste à savoir ensuite comment les Etats-Unis interviendront en cas de crise contre le terrorisme ou contre la Russie, s'ils se donnent a permission de couper le robinet.

On remarquera une absence de position sur la Turquie, un des plus forts pays de l'OTAN, pays associé dans l'Eurocorps, qui sait s'opposer à la Russie et aux Etats-Unis, menant un double jeu permanent pour enflammer ou résoudre certains conflits en Europe depuis François 1er.

Le 15 février, le général Mattis, nouveau secrétaire étasunien à la défense, rassurait les Européens à Bruxelles en réaffirmant que « l'Alliance atlantique restait fondamentale pour les Etats-Unis et toute la communauté transatlantique » mais en demandant aussi des efforts budgétaires à au moins 2% du PIB. Rappelons que l'UE a autorisé la France à enlever les dépenses supplémentaires de défense de la règle des 3% sans pour autant qu'elle atteigne ses objectifs et qu'il serait judicieux de l'accorder aussi aux autres pays.

Le 16, c'était au tour de Michael Pence, le vice Président d'y aller de son discours à Munich, au Davos de la sécurité, réaffirmant le soutien inconditionnel des Etats-Unis mais aussi une attente des alliés pour accroître leurs efforts. Reste à savoir dans quel but. Peut-être est-ce pour rappeler, et notamment à la Belgique, qu'il faut acheter des F-35 afin de remplacer les F-16 volant en Europe et gommer le soit-disant gouffre financier alors que l'Europe s'est faite aspirer sa R&D et ses heures de travail en dehors de la France et de l'Allemagne.

Les Européens sont-ils rassurés ? Pas si sûr et peut-être tant mieux afin de continuer leurs efforts. Angela Merkel, quant à elle, défend le multilatéralisme, quand on sait que de nombreux pays européens préfèrent le bilatéralisme. Elle rappelle aussi, comme l'Ambassadeur de Suède, le sommet de l'OTAN de Cardiff en 2014 mentionnant un

engagement de renforcement des moyens en Pologne et dans les pays Baltes mais avec également cette obligation de cotisation de 2% de la part des membres. Elle n'a pas rappelé que le traité de Lisbonne fait aussi allusion à l'OTAN sans peut-être avoir été consultée en terme d'engagement ?

Quand le monde pensait déjà que l'OTAN allait disparaître, au grand plaisir d'ailleurs des Français réfractaires qui voient, à les écouter, la facture s'agrandir, il était néanmoins impensable de penser à la fermeture de cette organisation, comme le réclamait Michel Rocard. Et si l'OTAN, vecteur d'intégration européenne, notamment avec des pays non UE ou en devenir, venait un jour à disparaître, il conviendra d'en récupérer les méthodes, structures et outils qui fonctionnent sans réinventer le gaz à l'Européenne ! Mais que vaudra une décision sur l'OTAN vu les décisions controversées de DT dans son pays, qui dévoile d'ailleurs le caractère fédéral qui signifie plutôt le contrôle de l'Etat et non pas par l'Etat ?

Certains pays européens se considèrent déjà en guerre face à la Russie qui multiplie ses incursions dans l'espace aérien est et ouest européen pour tester et constater notre organisation et notre coordination. Les responsables étasuniens ont rappelé qu'il convenait de faire respecter les accords de Minsk s'agissant de l'Ukraine mais tout en continuant à chercher un terrain d'entente (voir

nos publications sur la crise en Ukraine). Quant aux sanctions, il est fort à parier qu'elles vont s'assouplir côté étasunien au regard du business réalisable en contrepartie de certaines concessions quand du côté européen, et notamment du Parlement, qui défend ses valeurs, et qui a sûrement raison, il n'est pas question d'un tel allègement. Cette complémentarité d'approches peut s'avérer en fait gagnante si elles se combinent. Une guerre de baroud d'honneur de la part des Russes semble hélas possible et dévastatrice. Il est possible de l'éviter en empêchant l'étouffement qui produirait sans doute une réaction violente comme l'a fait le Japon en 1941 et comme l'URSS l'a presque fait en 1989. La Russie est actuellement un état économiquement faible mais avec une recherche d'identité forte qui profite de notre faiblesse à produire une politique cohérente pour prendre le terrain que nous n'avons pas su occuper, tel un joueur d'échecs. Une autre façon de l'éviter est de recréer un nouvel équilibre de guerre froide entre l'affrontement militaire, diplomatique et la coopération industrielle.

### **Les Etats-Unis sont ils toujours nécessaires à la stabilisation ou la déstabilisation européenne ?**

DT va désormais faire le lien entre le pouvoir de l'argent et le pouvoir étatique. En félicitant le Royaume-Uni et son Brexit, nous avons

l'impression d'entendre un coach approuvant certes la prise d'identité mais également la permission de séparation par une certaine protection de toute puissance et de liberté, que les colons anglais avaient d'ailleurs trouvée en Amérique du Nord puis en rejetant à nouveau, pour leur indépendance, leur tutelle britannique venue les rejoindre.

Souvenons-nous néanmoins à décharge, que l'Europe s'est finalement créée après guerre sous l'impulsion des Etats-Unis qui, une fois de plus, ont été contraints à intervenir, après le premier épisode décisif de 1917, sans le désirer au départ. S'ils ont pris ensuite goût à devenir gendarme du monde, ils ont rapidement compris l'intérêt financier que représentait la guerre et ses reconstructions par rapport à une France qui se bat encore pour des idéaux et pour la sécurité. Les orientations vont dépendre désormais d'un chef d'Etat « rafraîchissant » et inattendu, comme quoi aux Etats-Unis tout est possible, mais nous le vivons également parfois en Europe.

Qu'en sera-t-il du « laisser faire » des guerres sauf pour lutter contre le terrorisme que tout le monde ne définit pas de la même façon, comme d'ailleurs le mot fédéralisme, et qui déclenche parfois le mot guerre. Qu'en sera-t-il du rôle des USA qui aident les démocraties, dont financièrement, dans une vigilance également géostratégique ? Même si DT

réclame une solidarité financière, tout le monde sait que les USA peuvent tout faire seuls et qu'ils se servent de la légitimité des forces européennes pour mieux intervenir. Et d'un point de vue opérationnel, même si les clichés de dépendance semblent être liés à l'ancienne génération, il n'empêche pas que le commandement reste étasunien, sauf parfois dans la marine.

S'agissant du risque d'un dialogue direct et d'un marchandage de l'Europe avec la Russie, celui-ci est irréaliste, ce qui n'empêche pas DT de vouloir négocier avec V. Poutine comme dans les affaires. Il ne va pas tirer sur le premier avion venu mais ne le répétera peut-être pas trois fois, comme P. Erdogan. Au chef du Kremlin de bien y réfléchir.

Enfin, le discours de DT a en lui de salubre que la Pologne, associée dans l'Eurocorps avec une place remarquée, qui ne faisait plus apparaître le drapeau européen dans les conférences de presse, fait un revirement à 180° et se rapproche étonnement de France et Allemagne en espérant qu'elles ne lui tiennent pas rigueur de son attitude passée.

Une place est à prendre en Europe en compétition avec elle-même mais également les pays non européens de l'OTAN sauf à créer un mode de gouvernance européenne au sein de l'OTAN avec un financement étasunien ramené à moins de 50% pour ne

plus associer systématiquement OTAN et gouvernance étasunienne et avec une bienveillance de non implication potentielle « sans montrer du doigt » comme à l'Eurocorps. Il s'agit d'éviter de dupliquer une nouvelle structure quand une majorité des pays ne reconnaissent que l'OTAN et les Etats-Unis et sont tiraillés d'un côté et de l'autre par les objectifs militaires et budgétaires. Seuls pourront a priori prendre place le groupe des pays en accord avec l'approche multilatérale et consensuelle, les autres pouvant être pays associés. Il conviendra de tirer les expériences du terrain et de l'OTAN sur la délégation de mission pour travailler sur la complémentarité et l'interdépendance des forces en Europe, comme nous le faisons dans nos groupes de travail avec toute la communauté européenne. Il conviendra également que l'attitude de la France change dans son sempiternel désir de souveraineté (voir la France adoubée nouveau pays européen leader de l'OTAN) pour valoriser au mieux son leadership dans le consensus.

Une place est à prendre en Europe dans les marchés de défense et de sécurité toujours en interdépendance avec les solutions étasuniennes mais avec une préférence minimale européenne, par dérogation des règles de l'OMC, en regard du Buy American Act, avec par contre une disparition des offsets en annexe des contrats mais avec incitation de sous-traitance croisée. Ceci

viendrait en complément de l'idée de fonds européen « d'équipement » de défense, pour rétablir les vrais mots par rapport aux communications de madame Mogherini ou de M. Barnier. Cette place est à consolider avec la Russie dans le domaine de la recherche et de la sous-traitance pour ne pas assécher totalement la relation ni l'économie de notre grand voisin à cheval entre l'Europe et l'Asie, comme finalement la Turquie.

### **Y a-t-il des places à prendre dans le monde en terme de défense et de géopolitique pour l'Union européenne et pour quoi faire ?**

Bien malin celui qui pourra savoir si DT retirera finalement ses troupes d'Irak quand DAESH sera réduit.

Toujours est-il qu'une place est et sera à prendre dans le monde par la reconnaissance de la diplomatie européenne si elle sait montrer son savoir-faire et sa force en missionnant certes sa haute représentante pour défendre le consensus mais avec ou en remplacement le ou les pays historiquement reconnus sur une zone donnée si et seulement si parlant au nom de l'Union. Quant à savoir si une place est aussi à prendre dans le monde par une présence et des interventions militaires, les enseignements de DT doivent être pris en compte au même titre que la réflexion entre le choix d'accueil, d'intervention, voire des deux dans une vraie

politique sécuritaire de voisinage. Une veille sécuritaire devra être faite sur les routes de la soie, n'oubliant pas que les voies ferrées de transport massifiées peuvent aussi emporter des troupes et du matériel apparents ou cachés. Elle devra être faite pour les pays arabes, différente de celle rencontrée en Afrique. Il s'agira de valoriser les modèles européens, comme ceux de l'AESA, de l'OCCAR ou de l'Eurocorps, pour les pays arabes ou africains.

Une place est enfin à prendre dans le monde pour les marchés de défense et de sécurité sachant que les Etats-Unis ne se retireront pas pour autant de l'export même si le mot d'ordre est de fabriquer à la maison. Elle sera à prendre surtout si la nouvelle administration n'accepte pas les contraintes de contreparties réclamées à l'étranger, moins importantes certes dans les pays arabes. Elle le sera enfin si, au delà de la technicité, les mêmes méthodes de prêt de matériels d'occasion et de facilitation de financement que les Etats-Unis sont mises en place par une Europe qui peut enfin être fière d'exister.

FC